

MISE EN LUMIÈRE

Sortir certains capitaux de l'ombre pour améliorer la gouvernance

David Lipton

L'an dernier, le PIB mondial s'élevait à 87 000 milliards de dollars, contre seulement 11 000 milliards en 1980. Certes, le PIB n'est qu'un des nombreux outils de mesure du bien-être, mais la progression est remarquable. Avant de s'en féliciter, il faut se pencher sur les chiffres suivants, qui illustrent le côté obscur de l'économie mondiale :

7 000 milliards de dollars

Ce chiffre, qui correspond à 8 % du PIB mondial, représente la quantité de richesses privées que l'on estime cachée dans des centres financiers offshore et dont une grande partie provient probablement d'activités illicites.

1 000 milliards de dollars

Voilà, d'après un calcul, le supplément de recettes publiques qui pourrait être obtenu en réduisant d'un tiers la corruption dans le monde.

Ces chiffres mettent en lumière les recoins cachés de l'économie mondiale : les capitaux qui échappent aux collecteurs d'impôts, aux organismes de réglementation et aux forces de l'ordre. Il s'agit des gains mal acquis à l'issue de malversations, des produits de l'arbitrage réglementaire et des bénéfices tirés des domiciles fiscaux, que certains considèrent comme relevant de la fraude fiscale. Mis bout à bout, tous ces éléments nuisent au bien public. Ces sommes perdues pourraient être utilisées pour améliorer les conditions de vie des populations.

L'essor de la finance numérique, des crypto-actifs et de la cybercriminalité assombrit davantage le tableau. Songez à ce que l'on appelle le « dark web », un marché occulte où peuvent s'échanger toutes sortes de choses : identités volées, armes, stupéfiants, etc.

Illégales ou légitimes, ces pratiques ont une forte incidence sur les recettes publiques dans le monde entier, ce qui pousse de plus en plus la communauté internationale à éliminer les zones grises réglementaires.

Or, il n'est pas uniquement question d'application de la loi. Les pouvoirs publics sont contraints de s'adapter à l'évolution rapide de l'économie mondiale, qui, si bien gérée, peut apporter des avantages considérables, notamment au moyen des technologies financières et, éventuellement, des crypto-actifs.

Les ressources publiques font l'objet de pressions de plus en plus fortes pour stimuler la croissance dans certains pays avancés, construire des infrastructures dans des pays émergents et améliorer la santé et l'éducation dans les pays en développement. Ainsi, le gaspillage de milliers de milliards de dollars est une menace pour notre bien-être. Cela contribue à affaiblir la confiance dans les pouvoirs publics et nuit à leur capacité à remédier à des problèmes économiques fondamentaux, tels que les inégalités et la pauvreté.

Des études du FMI révèlent que les pays où l'impression de corruption est plus faible gaspillent beaucoup moins de ressources dans des projets publics. En outre, parmi les pays à faible revenu, la part du budget consacrée à l'éducation et à la santé est inférieure d'un tiers dans les pays les plus corrompus, ce qui réduit l'efficacité des dépenses sociales.

Que faire pour remédier à ces problèmes ?

C'est là que le FMI entend jouer un rôle déterminant. Nous collaborons étroitement avec les autorités nationales, les organismes multilatéraux et le secteur privé depuis près de deux décennies pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Nous avons été à l'avant-garde des initiatives visant à renforcer la transparence budgétaire et, de plus en plus, à combattre la corruption.

Tout cela relève de la notion essentielle de gouvernance : de quelle manière un pays définit et met en œuvre sa politique économique en tenant compte de ses multiples aspects et comment se conforme-t-il à l'état de droit ? L'an dernier, le FMI a adopté un cadre d'action renforcé en matière de gouvernance, qui prend en considération les fonctions les plus pertinentes pour l'économie, notamment le recouvrement des impôts, les banques centrales, la surveillance du secteur financier et la réglementation des marchés.

Améliorer la gouvernance n'est pas chose aisée. Cela exige des efforts soutenus à long terme qui non seulement relèvent de la conduite qui s'impose, mais engendrent aussi des bienfaits tangibles pour des millions de personnes. C'est par une action commune que nous ferons en sorte qu'ils portent leurs fruits. **FD**

DAVID LIPTON est directeur général par intérim du FMI.



PHOTOS: ISTOCK / ARTHEGEEK / TV